

Europe

LE RAPPORT DE LA GAUCHE À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE : UNE ÉVALUATION

Michael Holmes

09/04/2014

La gauche devrait-elle être naturellement «pro» ou «anti» intégration européenne? Le chercheur britannique Michael Holmes livre pour l'Ovipol une analyse de la manière dont les différentes familles politiques de gauche ont répondu aux évolutions de la construction européenne.

Michael Holmes a récemment dirigé un ouvrage consacré aux attitudes des différentes familles de gauche vis-à-vis des récents traités communautaires, couvrant une période allant du traité établissant une Constitution européenne (TCE) au traité de Lisbonne.

Pour la famille sociale-démocrate, soutenir l'Union européenne (UE) a longtemps été perçu et présenté comme le moyen d'équilibrer marché et société. Cependant, explique Holmes, l'équilibre s'est rompu en faveur du marché dans les années 1980-90, et les partis sociaux-démocrates ont de plus en plus adopté des positions pro-business. C'est pourquoi ils ont connu des difficultés à promouvoir le TCE et le traité de Lisbonne. Ils ont été cohérents dans leur approche, manifestant un engagement soutenu pour l'Europe politique et plaidant fortement pour l'Europe sociale. Mais il leur a été difficile d'établir la bonne argumentation pour traiter de l'Europe économique.

Les Verts ont aussi pris le chemin d'une position davantage pro-européenne, bien que cela se soit produit plus lentement et de manière moins homogène que dans le cas des sociaux-démocrates. Ils ont soutenu les traités en partie en raison de leur présence dans des gouvernements nationaux, mais beaucoup se sont opposés au caractère intergouvernemental du traité de Lisbonne et à la direction néolibérale donnée à l'UE.

Quant à la gauche radicale, elle a clairement été la moins enthousiaste concernant l'intégration européenne. Ces partis se sont opposés aux principaux points des traités, concernant « l'Europe économique » mais aussi certains aspects de « l'Europe politique ». Même dans ce cas, une forme d'« européanisation » s'est toutefois produite au sein de cette famille, sans aller aussi loin que dans le cas des autres familles.

Les trois familles de gauche supportent fortement l'idée d'une « Europe sociale ». Par ailleurs, elles acceptent de plus en plus le principe de « l'Europe politique ». Les débats autour des traités ont mis

en évidence la tendance croissante des partis écologistes et de gauche radicale à accepter clairement l'intégration européenne. Cependant, il reste deux points de discordance majeurs. Les Verts et les partis de gauche radicale ont exprimé plus d'inquiétudes que les sociaux-démocrates vis-à-vis d'une potentielle coopération militaire sous la bannière de l'UE, et ils sont également plus préoccupés par le déficit de responsabilité démocratique qui caractérise selon eux les institutions de l'UE. Sur l'enjeu de « l'Europe économique », une cohésion apparente peut être observée contre la « néo-libéralisation » de l'UE. Néanmoins, des différences restent là encore perceptibles, selon le degré d'acceptation que ces familles sont prêtes à assumer vis-à-vis d'une orientation « pro-marché » des politiques communautaires.

La conclusion la plus évidente est que la gauche européenne partage un désir pour une Europe sociale forte, des préoccupations très semblables sur les aspects de l'Europe économique, mais ne peut pas encore trouver un accord sur l'Europe politique, ce qui apporterait pourtant un cadre pour résoudre ces dilemmes. Cette difficulté est avivée par la prédominance claire des arènes politiques nationales sur l'arène communautaire.